



072

Avis d'Appel d'Offres National Restreint

N° 7/AAONR/MINTP/CIPM-TCRI/2026 du 2-0-AOÛT 2026

en procédure d'urgence, pour le contrôle technique, géotechnique et la surveillance des travaux de réhabilitation du tronçon de route régionale revêtue RO126 : Sa'a - Mendouga - M'okala - Pont de l'enfance de 15,00 km de long dans le Département de la Lékié, Région du Centre.
Financement : Budget d'Investissements Publics du MINTP, Exercices 2026, 2027 et 2028.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte du Gouvernement Camerounais un Appel d'Offres National Restreint pour le contrôle technique, géotechnique et la surveillance des travaux de réhabilitation du tronçon de route régionale revêtue RO126 : Sa'a - Mendouga - M'okala - Pont de l'enfance de 15,00 km de long dans le Département de la Lékié, Région du Centre.

2. Consistance des Prestations

Les prestations à exécuter dans le cadre du présent marché comprennent les opérations suivantes dont la liste n'est pas exhaustive :

- ❖ Surveiller l'exécution des travaux ;
- ❖ Assurer le contrôle technique et géotechnique de la mise en œuvre des travaux ;
- ❖ Proposer à la signature du Chef de Service du marché des ordres de services nécessaires à la bonne exécution des travaux ;
- ❖ Vérifier les études d'impact environnemental et social réalisées par l'entreprise, veiller à l'assurance de la qualité et à l'application des mesures de protection de l'environnement ;
- ❖ Veiller et suivre l'établissement des plans de récolement ;
- ❖ Contrôler la qualité, la coordination et la progression des travaux ;
- ❖ Suivre les études d'exécution de l'Entreprise, examiner la conformité au projet, formuler l'avis techniques et les propositions pour validation par le Chef de Service du Marché ;
- ❖ Diriger l'exécution du contrat des travaux ;
- ❖ Suivre et respecter le cahier de charges ;
- ❖ Assurer toutes autres sujétions utiles à la bonne exécution du projet ;
- ❖ Suivre la tenue des ouvrages pendant la période de garantie ;
- ❖ Assister lors des opérations de réception définitive et conduire les diligences de clôture de chantier.

Les prestations qui sont confiées au Cocontractant comportent quatre (04) missions :

- Mission 1 DET : Direction de l'exécution des contrats de travaux ;
- Mission 2 OPC : Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier ;
- Mission 3 AOR : Assistance aux opérations de réception ;
- Mission 4 AMO : Assistance au Maître d'Ouvrage pendant la période de garantie.

Les prestations du cocontractant sont définies de manière plus détaillée dans les Termes de Références.

3. Allotissement

Le présent appel d'offres porte sur un (01) seul lot présenté comme suit :

N° lot	Région	Tronçon	Linéaire (km)	Type d'intervention
Unique	Centre	SA'A - MENDOUGA - M'OKALA - PONT DE L'ENFANCE	15	Contrôle technique, géotechnique et surveillance des travaux de réhabilitation

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel à l'issue des études préalables est de **cent soixante-dix-sept millions trois cent quatre-vingt-quatre mille trois cent soixante-quinze (177 384 375) Francs CFA TTC**.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations est fixé à **treize (13) mois calendaires**, hors période de garantie.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les prestations, et comprend les périodes de pluies ainsi que toutes les intempéries et sujétions diverses.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à égalité de conditions aux bureaux d'études techniques ou groupement de bureaux d'études techniques de droits camerounais de **catégories A, B et C** du sous-secteur «Route».

7. Financement

Les prestations objet, du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère des Travaux Publics, Exercices 2026, 2027 et 2028.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission est exclusivement « **en ligne (Online)** ». Autrement dit, il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour cet Appel d'Offres.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives une caution de soumission timbrée, acquittée à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont le nom figure dans la pièce 14 du DAO et le montant s'élève à **un million (1 000 000) francs CFA**, accompagnée du récépissé de dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence du récépissé CDEC et de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable ;

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra être produit en original et postérieure à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office dès publication des résultats de l'attribution pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est attributaire du Marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

Les chèques bancaires même certifiés ne sont pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres (physique) peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé,

située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi, au lieu-dit Centre Administratif, Porte 4/36, Tél: 222 229 234 dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue dans les services du Maître d'Ouvrage, aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi, au lieu-dit Centre Administratif, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de **cent cinquante mille (150 000) F CFA** au titre des frais d'achat de dossier.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boîte postale, Numéros de téléphone, fax Email...). Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant le soumissionnaire désireux de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 16 SEPT 2026 à 11 heures.

Par ailleurs, l'original de la caution de soumission ainsi que deux (02) copies de sauvegarde de l'offre non compressée enregistrées sur deux (02) clés USB, l'une contiendra les dossiers administratif et technique et l'autre le dossier financier devront parvenir sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu-dit Centre Administratif, porte 4/36, au plus tard le 16 SEPT 2026 à 11 heures, et déposée contre récépissé. Ce pli devra porter la mention:

**« APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 072 / AONR/MINTP/CIPM-TCRI/2026 DU _____,
POUR LE CONTROLE TECHNIQUE, GEOTECHNIQUE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE
REHABILITATION DU TRONCON DE ROUTE REGIONALE REJETUE R0126 : SA'A - MENDOUGA
- M'OKALA - PONT DE L'ENFANCE DE 15,00 KM DE LONG DANS LE DEPARTEMENT DE LA
LEKIE, REGION DU CENTRE**

**FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINTP, EXERCICES 2026, 2027
ET 2028.**

**MAITRE D'OUVRAGE : MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS.
(COPIE DE SAUVEGARDE, RECEPISSE DE LA CDEC ET ORIGINAL DE LA CAUTION DE
SOUSSION) »**

Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme COLEPS et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le dossier Administratif ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

NB : Les soumissionnaires devront déposer dans le même délai à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi, au lieudit Centre Administratif, Porte 4/36, en plus des copies de sauvegarde, le récépissé de la CDEC et l'accusé de réception du dépôt des offres sur la plateforme COLEPS.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être transmises sur la plateforme COLEPS.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence du récépissé CDEC et de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ces pièces administratives auront une durée de validité de trois (03) mois, la date limite de validité des pièces administratives devra être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en deux temps :

L'ouverture des Dossiers administratifs et des offres techniques aura lieu le **16 SEPT 2026** à **12 heures** précises par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures (CIPM-TCRI), placée auprès du Ministère des Travaux Publics, siégeant à sa salle de réunion située au 3ème étage de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi, au lieudit Centre Administratif.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Le Maître d'Ouvrage publiera les résultats de l'analyse des Offres Administratives et Techniques avant l'ouverture des Offres financières.

NB : A l'issue de l'examen des pièces administratives et de l'évaluation des offres techniques, seules les Bureaux d'Etudes Techniques ayant obtenus au moins la note de 70/100 seront admis à l'ouverture des offres financières qui sera effectuée dans les mêmes conditions.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission à l'exception du cautionnement de soumission (caution de soumission + récépissé CDEC), l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation des offres

15.1-Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment de :

a) Pour le dossier administratif :

- L'absence ou non-conformité de l'original du cautionnement de soumission (caution de soumission + récépissé CDEC) à l'ouverture des offres ;
- La non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente, excepté le cautionnement de soumission.

b) Pour l'Offre technique :

- N'avoir pas obtenu une note technique minimale de **70 points sur 100** ;
- L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
- L'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- L'absence du chef de mission remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO ;
 - **Formation de base** : Ingénieur en Génie Civil (BAC+3 ou plus) et inscrit à l'Ordre National des Ingénieurs de Génie Civil (ONIGC).
 - **Expérience générale** : au moins **sept (07) ans**.
 - **Expérience spécifique** : avoir occupé le poste de Chef de Mission dans au moins un (01) projet de contrôle des travaux de réhabilitation ou d'entretien des routes bitumées ou le poste d'Ingénieur Routier dans au moins deux (02) projets similaires.
- L'absence de la note méthodologique ;
- L'absence d'une capacité financière ou ligne de crédit conformément au modèle joint, d'un montant minimum de **cinquante-neuf millions deux cent mille (59 200 000) FCFA**, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des Finances ou par une commission bancaire ;
- L'absence de l'attestation et du rapport illustratif de visite des lieux signée sur l'honneur par le soumissionnaire.

c) Pour l'Offre financière :

- L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE et le SDPU) ;

d) Critères éliminatoires d'ordre général

- non-conformité du mode de soumission ;
- non-respect du format de fichier des offres ;
- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées.

15.2-Critères essentiels

15.2.1 Offres techniques

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères essentiels suivants :

- a- Qualification et expérience des experts affectés à l'opération (**sur 60 points**) ;
- b- Moyens techniques, logistiques et matériels à mettre en place (**sur 15 points**) ;
- c- Références du bureau d'études techniques ou groupement de bureaux d'études techniques (**sur 25 points**).

Le score minimum requis est de **70/100**.

NB : Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté une lettre de démission signée du Ministère de la Fonction Publique ou une mise en disponibilité sera considéré comme non valable.

15.2.2 Offres financières

Seules les offres financières des soumissionnaires qui auront été qualifiés lors de l'examen des offres techniques seront évaluées et notées comme suit :

N φ P

$$NFS = \frac{MMd \times 100}{MS}$$

NFS = Note financière relative au montant évalué de l'offre financière du soumissionnaire ;

MMd = Montant évalué de l'offre la moins-disante ;

MS = Montant évalué de l'offre financière du soumissionnaire.

Ensuite, une pondération sera faite entre la note technique et la note financière pour obtenir la note globale NG ou la note technico-financière (NTF) suivant la formule ci-après :

$$NG \text{ ou } NTF = \frac{(70 \times \text{Note Technique}) + (30 \times \text{Note Financière})}{100}$$

Les critères et sous-critères essentiels sont détaillés, dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le Marché au Soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la mieux-disante, c'est-à-dire celle ayant obtenu la note finale la plus élevée, et jugée conforme au Dossier d'Appel d'Offres.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi, au lieudit Centre Administratif, porte 4/36 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.publiccontracts.cm> et <http://www.marchespublics.cm> et indiqué par le Maître d'Ouvrage.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48 ou le Ministère des Travaux Publics au numéro 88 00 20 42.

Copies :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- MINTP ;
- Président CIPM-TCRI ;
- Affichage chrono.

Yaoundé le 20 AOUT 2026



Emmanuel NGANOU D.



072 Open National Call for Tenders
No. 072/AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 of 20/AOUT/2026

In emergency procedure for the technical and geotechnical control as well as the supervision of rehabilitation works on the regional paved road section RO126: Sa'a – Mendouga – M'okala – Pont de l'enfance, 15 km long in the Lekie Division, Centre Region. Funding: MINTP Public Investment Budget, Financial Years 2026, 2027 and 2028.

1. Purpose of the Call for Tenders

The Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues, on behalf of the Government of Cameroon, a Limited National Call for Tenders for the technical and geotechnical control as well as the supervision of rehabilitation works on the regional paved road section RO126: Sa'a – Mendouga – M'okala – Pont de l'enfance, 15.00 km long in the Lekie Division, Centre Region.

2. Scope of Services

The services to be provided for under this contract shall involve the following tasks, inter alia:

- ❖ Monitoring the execution of works;
- ❖ Ensuring the technical and geotechnical control of works execution;
- ❖ Proposing service orders, necessary for the proper execution of works, to the Contract Manager for signing;
- ❖ Checking the environmental and social impact assessment carried out by the company, providing quality assurance and ensuring the implementation of environmental protection measures;
- ❖ Ensuring and monitoring the availability of post-completion drawings;
- ❖ Monitoring the quality, coordination and progress of works;
- ❖ Monitoring the contractor's execution studies, examining the conformity with the project, submitting technical opinions and proposals to the Contract Manager for approval;
- ❖ Overseeing the Works Contract Execution;
- ❖ Following and complying with the specifications;
- ❖ Fulfilling any undefined contractual obligations necessary for the proper execution of the project.
- ❖ Monitoring the upkeep of the structures during the warranty period;
- ❖ Assisting in final acceptance operations and conducting the project closeout procedures.

The services assigned to the Contracting Partner include four (4) missions:

- Mission 1, WEM: Works Contract Execution Management;
- Mission 2, SMC: Scheduling, Management and Coordination of work site;
- Mission 3, AAO: Assistance during Acceptance Operations;
- Mission 4, APO: Assistance to the Project Owner during the warranty period.

The contracting partner's services are clearly defined in the Terms of Reference.

3. Allotment

This Call for Tenders is made of one (1) lot as follows:

Lot No.	Region	Road Section	Length (Km)	Type of Intervention
Single	Centre	SA'A - MENDOUGA - M'OKALA - PONT DE L'ENFANCE	15	Technical and geotechnical control as well as supervision of rehabilitation works

4. Estimated Cost

The estimated cost following the preliminary studies is **one hundred and seventy-seven million, three hundred and eighty-four thousand, three hundred and seventy-five (177,384,375) CFA francs, including taxes.**

5. Estimated Execution Time Frame

The time frame set by the Project Owner shall be **thirteen (13) calendar months**, excluding the warranty period.

This time frame shall run from the date of notification of the Order to commence service delivery and shall include rainy periods as well as all bad weather conditions and miscellaneous contingencies.

6. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to all **categories A, B and C** Technical Consulting Firm or consortia of Technical Consulting Firms under Cameroonian law in the "Road" sub-sector.

7. Financing:

The services under this Call for Tenders shall be financed by the MINTP Public Investment Budget, Financial Years 2026, 2027 and 2028.

8. Bidding Method:

Bids can be submitted exclusively **online**. In other words, one cannot submit bids off-line for this Call for Tenders.

9. Bid Bond

Each tenderer must attach to his administrative documents a hand-paid stamped bid bond, issued by one of the bodies or financial institutions authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds within the framework of public contracts, the list of which appears in Document 14 of the Tender Documents. The amount of the bond is **one million (1,000,000) CFA francs**, accompanied by the deposit receipt from the Deposits and Consignments Fund (CDEC) and it shall be valid for thirty (30) days from the initial tender validity date.

The absence of the CDEC receipt and the bid bond issued by a first-class bank or first-rate financial institution authorised by the Minister in Charge of Finance to issue bonds as part of public contracts, shall result in the outright rejection of the tender. A bid bond having no connection with the consultation concerned shall not be taken into account. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be rejected.

Under penalty of rejection, the original of the provisional security must be submitted and dated prior to the signing date of the Call for Tenders.

The provisional security of unsuccessful tenderers shall be released automatically upon publication of the contract award results. If the bidder is awarded the contract, the provisional security shall be released after the performance security have been provided.

Bank or certified cheques are not accepted in place of the provisional guarantee.

10. Consultation of Tender Documents

The hard copy of the Tender Documents may be freely consulted during working hours at the Tenders Unit, Department of Contracts of the Ministry of Public Works in Yaounde, located on the 4th floor of block A of the headquarters of the Ministry of Public Works, Room 4/36, at Etoudi, Administrative Centre, Tel.: 22 229 234, upon publication of this call for tenders.

It can also be accessed online via the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the PCRA website (www.armp.cm).

11. Acquisition of Tender Documents

The hard copy of the Tender documents may be obtained during working hours in the Project Owner's offices at the Ministry of Public Works Yaounde, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Block A of the headquarters building, at the ETOUDI, administrative centre, upon presentation of a receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of **four hundred and fifty thousand (150,000) CFA francs**.

Upon withdrawal of tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (P.O. Box, Telephone number, Fax, E-mail, etc.). The said receipt must identify the payer as the representative of the tenderer willing to participate in the Call for Tenders.

It is also possible to obtain the soft copy of Tender Documents by free download at the addresses indicated above. However, physical and online tendering is subject to the payment of the Tender Documents purchase fee.

12. Submission of Tenders

Each tender, written in English or French, must be uploaded on the COLEPS platform no later than **16 SEPT 2026** at 11 a.m.

Furthermore, the original bid bond as well as two (2) uncompressed backup copies of the bid saved on two (2) USB flash drives, one containing the administrative and technical files, and the other the financial file shall be submitted against a receipt and in a sealed envelope, clearly and legibly marked "Backup Copy", at the Tenders Unit, Department of Contracts, of the Ministry of Public Works in Yaounde, located on the 4th floor of Block A of the Ministry of Public Works Headquarters building, located at ETOUDI, in the administrative neighbourhood, Room 4/36 no later than **16 SEPT 2026** at 11:00 a.m. It shall bear the following:

**"LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS No. 072/AONR/MINTP/ CIPM-TCRI/2026
208 AOUI 2026, FOR THE TECHNICAL AND GEOTECHNICAL CONTROL AS WELL AS THE
SUPERVISION OF REHABILITATION WORKS ON THE REGIONAL PAVED ROAD SECTION
R0126: SA'A - MENDOUGA - M'OKALA - PONT DE L'ENFANCE, 15.00 KM -LONG IN THE
LEKIE DIVISION, CENTRE REGION**

**FINANCING: MINTP PUBLIC INVESTMENT BUDGET, FINANCIAL YEARS 2026, 2027 AND
2028.**

**PROJECT OWNER: MINISTER OF PUBLIC WORKS
(BACKUP COPY, ACKNOWLEDGEMENT OF RECEIPT FROM CDEC AND ORIGINAL OF THE BID
BOND".**

File size and format

The maximum size of files that will transit on the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer;

Accepted formats include:

- PDF format for texts;
- JPEG for pictures.

The candidate shall make sure that a compression software is used to reduce the size of the files to be forwarded.

Note: The CDEC receipt and a receipt of submission of tenders on the COLEPS platform must be submitted, within the same time frame, at the Department of Contracts (Tenders Unit), situated on the 4th floor, Block A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, located

at ETOUDI, in the Administrative Centre neighbourhood, Room 4/36, in addition to the backup copy.

13. Bid Admissibility

Administrative documents, the technical bid and the financial bid must be submitted on the COLEPS platform.

The Project Owner shall reject the tender for the following reasons:

- Bids submitted after the submission deadline;
- Bids that do not comply with the bidding method.

Any bid not complying with the requirements of the Tender Documents shall be rejected. The absence of the CDEC receipt and the bid bond issued by a body or financial institution authorised, by the Minister in charge of finance, to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in Tender Documents, will lead to the outright rejection of the bid without any possible petition.

A bid bond having no connection with the consultation concerned shall not be taken into account.

A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be rejected.

These administrative documents shall be valid for three (3) months and the validity deadline shall not expire before the launching date of the Call for Tenders launching.

14. Opening of Tenders

The tenders shall be opened in two phases

Administrative files and technical offers shall be opened on **16 SEPT 2026** at noon by the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works (CIPM-TCRI) at the Ministry of Public Works, in their meeting room on the 3rd floor of Block A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, at ETOUDI, new administrative centre.

Only tenderers may attend the opening session or be represented there by a duly mandated person of their choice, even in the case of consortium.

The Project Owner shall publish the results of the evaluation of administrative and technical offers before opening the Financial Bids.

Note: Following the review of administrative documents and the evaluation of technical bids, only Technical Consulting Firms that have obtained a minimum score of 70% shall be admitted to the opening of the financial bids, which shall be carried out under the same conditions.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of administrative documents, certified by the issuing service, or the relevant administrative authority, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation. They must be less than three (3) months old or must have been established after the date of signature of the Call for Tenders.

In the event of the absence or non-compliance of any document in the administrative file during the tender opening session, despite the 48-hour deadline extension granted by the Board, with the exception of the bid bond (bid bond + CDEC receipt), the bid will be rejected.

15. Tender Evaluation Criteria

15.1 Eliminary Criteria

The eliminary criteria set the minimum conditions required to be eligible for evaluation on the basis of essential criteria. These must not be rated. Failure to comply with these criteria shall result in the rejection of tenders.

These include:

a) For the administrative file:

- Absence or non-compliance of the original bid bond (bid bond and CDEC receipt) at the bid opening session;
- Failure to submit, after the 48-hour extension following the opening of tenders, a document deemed non-compliant or missing in the administrative file (except for the bid bond);

14 15 16

b) For the technical offer:

- Failure to obtain a minimum technical score of **70 points out of 100**;
- Absence of formal declaration that no contract has been abandoned over the past three years;
- Absence of a dated and signed integrity charter;
- Dated and signed Declaration of commitment to respect social and environmental clauses;
- Absence of a Mission Head meeting the specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation;
 - **Basic training:** Civil Engineer (GCE A/L+3 at least) enrolled into the National Order of Civil Engineers (NOCE).
 - **General experience:** at least **seven (7) years**.
 - **Relevant experience:** having held the position of Mission Head on at least one (1) project involving the control of rehabilitation or maintenance works on paved roads, or the post of Road Engineer on at least two (2) similar projects.
- Absence of a compliant methodology note;
- Absence of a financial capacity or credit line in accordance with the attached sample, of at least **fifty-nine million, two hundred thousand (59,200,000) CFA francs** issued by a first-class bank approved by the Minister in charge of Finance or by a banking commission;
- Absence of the illustrated site visit report and related attestation formally signed by the bidder.

c) For the financial offer:

- absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of an element of the financial offer (bid, Unit Price Schedule, Bill of Quantities, Breakdown of quantified unit prices).

d) General eliminatory criteria

- Non-compliance with the prescribed bidding method;
- Non-compliance with the file format for tenders;
- False declarations, fraudulent practices or forged documents.

15.2-Essential criteria

15.2.1 Technical Bid

Technical offers shall be evaluated out of one hundred (100) points according to the following essential criteria:

- a- Qualifications and experience of experts assigned to the operation (**out of 60 points**);
- b- Technical, logistical and material resources to be put in place (**out of 15 points**);
- c- References of the technical consulting firm or consortium of technical consulting firm (**out of 25 points**).

The minimum technical score required is **70/100**

Note: Any public service employee listed among the staff who did not submit a resignation letter signed by the Ministry of Public Service, or an assignment to non-active status, shall not be accepted.

15.2.2 Financial Bid

Only the financial offers of tenderers who have been qualified during the review of technical offers shall be evaluated and rated as follows:

$$NFS = \frac{MMd \times 100}{MS}$$

NFS= Financial score relating to the assessed amount of the tenderer's financial offer;

MMd= Lowest bid assessed amount;

MS = Evaluated amount of the tenderer's financial offer.

The technical score and financial score shall be weighted to obtain the global score (NG) or the technico-financial score (NTF) based on the following formula:

18 4 (R)

$$NG \text{ or } NTF = \frac{(70 \times \text{Technical score}) + (30 \times \text{Financial score})}{100}$$

The essential criteria and sub-criteria are detailed for each lot in the Special Tender Regulations (RPAO).

16. Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the lowest bidder, the one that obtained the highest final score deemed in conformity with the Tender Documents.

17. Tender Validity:

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the initial tender submission deadline.

18. Further Information

Further information can be obtained during working hours at the Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of Block A of the headquarters of the Ministry of Public Works at Etoudi, or on line on COLEPS platform at the following addresses: <http://www.publiccontracts.cm> and <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic means of communication indicated by the Project Owner.

19. Fight Against Corruption and Malpractice

To report corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on 1517 or the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48 or the Ministry of Public Contracts via the number 88 00 20 42.

Copies:

- MINMAP;
- PCRA;
- MINTP;
- Chairperson of CIPM-TCRI;
- Notice board/Chrono.

Yaounde, **20 AOUT 2026**

The Minister of Public Works



Emmanuel NGANOU D.